

BRESIL 2003

Nous avons reçu ce texte qui analyse la situation au Brésil après la victoire de Lula. Ce texte a été écrit par Jean-Pierre et Noémia Leroy.

Jean-Pierre est breton. Il a épousé une Brésilienne. Il vit depuis près de trente ans au Brésil dont il a acquis la nationalité. Responsable pendant de nombreuses années de la Fase, organisme de formation au service des associations, il fait aujourd'hui des audits sur les associations à leur demande ou à la demande des bailleurs de fonds et ce, dans toute l'Amérique du Sud. Noémia était enseignante. Elle est aujourd'hui à la retraite.

Ce sont des acteurs de la vie brésilienne. Ils connaissent bien leur pays. Ils nous livrent ici leur analyse et leur espoir.

Rio de Janeiro, novembro de 2002

Nous avons accompagné avec une certaine stupeur les élections françaises, comme beaucoup de brésiliens. La montée de la droite, en France et dans le monde, nous a étourdis, l'incapacité des partis que l'on disait de gauche de répondre aux aspirations de la société nous a atterrés.

Et nous, est-ce que le même sort nous serait réservé ? Avec les circonstances aggravantes que nous vivons dans un pays exploité par le Nord du monde où 30 millions de personnes vivent dans la misère.

Vous avez accompagné certainement les élections au Brésil et la victoire de Lula. Plus que jamais, c'est pour nous le moment de partager ce que nous vivons avec celles et ceux qu'on aime. Noémia et moi avons longuement discuté le rapide bilan de 25 ans de "lutte" et les perspectives qui s'ouvrent à nous et nous aimerions vous les présenter ici. Nous avons écrit « lutte » car tout est lutte en Amérique Latine et ça se comprend car rien n'a jamais été donné en cadeau aux pauvres, aux classes sociales en bas de l'échelle, aux peuples indigènes, aux descendants d'esclaves, aux femmes.

Mais avant tout, c'est sous le coup de l'émotion due à la victoire de Lula que nous commençons cette lettre. Il nous faut presque retenir nos larmes, mais elles sont de joie pour le moment historique que nous vivons. Et puis, nous avons le sentiment de faire partie de cette histoire. Car nous sommes sûrs que nous avons contribué, comme des millions de brésiliens, à la construire.

En juin 1978, j'assumais la direction de la Fase. Les 13 équipes de la Fase, de Belém à Porto Alegre, et ses cent professionnels avaient décidé que la Fase devait être mise au service de l'organisation des gens et de la démocratie. A un pasteur luthérien canadien qui trouvait difficile d'appuyer notre travail, j'avais répondu : "la subversion d'aujourd'hui est la démocratie de demain". Pour la première fois, nous entendons alors parler de Lula, qui dirigeait en 1978 la première grève ouvrière de la dictature.

Qui est Lula ?

Luiz Inácio Lula da Silva (Lula était son surnom, qu'il a incorporé à son nom) est né en 1945 dans l'intérieur du Pernambouc, dans le Nordeste. Son père, petit paysan qui, comme des millions d'autres, ne réussissait pas à faire vivre sa famille sur leur lopin de terre, soumis aux rigueurs de la sécheresse trop fréquente et à la domination des oligarchies, comme des centaines de milliers d'autres, migre dans l'Etat de São Paulo. Sept ans plus tard, sa mère, « veuve de la sécheresse », « veuve d'un mari vivant », comme on dit dans le nordeste, Lula et huit de ses dix frères prennent à leur tour la route de São Paulo. Treize jours en camion (qu'on appelle ici le perchoir à perroquet) et, au bout du voyage, la découverte que mari et père avait construit une autre famille. Ce seront des années dures. Lula n'apprendra à lire qu'à dix ans (il n'ira que quatre ans à l'école primaire). Tour à tour vendeur ambulancier de cacahuètes, cireur de souliers, livreur, il fait à dix-huit ans l'école professionnelle et apprend le métier de tourneur mécanicien. Il perdra un doigt sur une presse. En 1975, il devient président du syndicat des métallos de São Bernardo do Campo, ville satellite de São Paulo qui concentre bon nombre d'industries. Sa première femme mourra des suites d'un accouchement. Il se marie ensuite avec Marisa, veuve elle aussi, mère d'un enfant, avec qui il a eu deux enfants.

C'est une victoire longuement construite que celle de Lula, depuis la fin des années 70.

C'était alors la dictature, mais le monde ouvrier, surtout les métallos de l'industrie automobile de São Paulo et villes voisines, recommençait à se mobiliser, en particulier le syndicat de São Bernardo, sous la direction de Lula. À la campagne, les paysans eux aussi bouaient, à commencer par ceux de Santarém, dans le Pará, où la Fase avait une équipe. L'Eglise catholique est alors presque partout présente et forme les militants. Lula lui-même est un chrétien convaincu. Il faut mentionner en particulier les Communautés de Base, inspirées par la Théologie de la Libération, la CPT – Commission pastorale de la Terre (participent aussi à la CPT, des pasteurs et chrétiens de l'Eglise Évangélique de Confession Luthérienne du Brésil), et la Pastorale Ouvrière, la JOC et l'ACO, tous appuyés par la Conférence Episcopale. Quelques ONG aussi, en particulier la Fase. Après la phase dure de la dictature qui a anéanti les organisations politiques de gauche, la lutte pour l'amnistie, victorieuse, permet le retour des exilés. Les militants politiques, qui se sont fourvoyés dans d'impossibles guérillas ou dans l'action clandestine sans prise sur le peuple, ont fait leur auto-critique. Grèves dans l'ABC (les initiales des villes satellites de São Paulo), sous la direction de Lula, campagnes salariales et grèves des coupeurs de canne dans le Nordeste, luttes pour la terre dans bien des régions du pays, mouvements paysans, mouvements urbains...ébranlent la dictature.

Le Parti des Travailleurs – PT- naît en 1980, directement inspiré par Lula. Il surgit d'une alliance des mondes ouvriers et paysans (et principalement de ceux et celles formés par et dans l'Église progressiste). Y participent, de manière alors secondaire, d'autres syndicats, en particulier ceux (pas toujours reconnus officiellement, d'ailleurs, à l'époque) de professeurs, d'employés de banque et de fonctionnaires publics ; agents des pastorales ecclésiastiques, militants d'ONG et militants politiques (certains encore clandestins ou semi-clandestins). En parallèle, en 1979/1980, ces mêmes secteurs créent l'Anampos – Articulation Nationale des Mouvements Populaires et syndicaux, qui conduira à la création (en 1983) de la Centrale Unique des Travailleurs – CUT, berceau et principale force d'appoint du Parti des Travailleurs. Le temps a passé.

Qu'est-ce que nous a apporté le PT ?

Les militants syndicaux et populaires et ceux qui les appuyaient (ça, c'est nous, des sortes de permanents, « conseillers », etc : On n'a pas l'équivalent en France) ont découvert que l'action à la base (que ce soit dans le syndicat, dans l'association de quartier, dans l'alphabétisation d'adultes, dans les projets de coopérativisme ou d'agriculture paysanne, etc.) n'était pas suffisante pour changer en profondeur et de manière durable les choses. **Il ne faut pas oublier qu'il y a seulement un peu plus de cent ans l'esclavage existait encore officiellement au Brésil ; que le même pouvoir économique domine le pays depuis 500 ans** (à commencer par les oligarchies foncières) **et a fait du pouvoir politique une source inépuisable de revenus**. Ces oligarchies, pour garantir qu'elles se perpétuent au pouvoir, ont inventé des mécanismes de cooptation, de clientélisme, qui liaient la survie des pauvres et des travailleurs à la fidélité aux détenteurs du pouvoir (soyez-moi fidèle et vous resterez sur le lopin de terre que je vous prête. Votez pour moi et votre boulot sera assuré). Nous allons oublier de dire que ces oligarchies soutenaient aussi leur pouvoir sur la pratique de la violence, tout simplement. Violence qu'elles pratiquent d'ailleurs encore dans les régions rurales. On peut dire que le travail de base de l'Église, de certains syndicats et d'ONGs entre les années 75/77 et la fin des années 80 a permis de comprendre qu'un Etat de Droit ne serait de fait installé au Brésil que si on substituait les élites au pouvoir . Faire de la politique était donc indispensable si on voulait changer les choses . Il fallait alors créer un parti d'un nouveau type, qui surgisse de la base. Pas un parti de cadres, car l'histoire brésilienne montrait l'échec de partis comme le Parti Communiste Brésilien et sa version maoïste, le Parti Communiste du Brésil, et les partis ou groupes trotskistes..

Un parti proche donc de la majorité du peuple brésilien. Avant lui, il n'y avait eu que les partis communistes pour élire des ouvriers, mais si peu, et pas portés par un travail de base. On voit arriver à l'Assemblée Nationale des ouvriers, des paysans, des représentants de communautés de base... Le PT n'est pas bien vu par les classes riches, évidemment. Ça se comprend, car le PT veut changer la scandaleuse situation d'inégalité du pays. Nous devrions dire qu'il n'était pas bien vu, au passé, car une partie du patronat et des privilégiés appuient aujourd'hui Lula. Mais paradoxalement, il n'était pas bien compris non plus dans les milieux les plus pauvres, encore très dépendants de faveurs et donc liés au clientélisme des hommes politiques populistes. C'est aussi dans ces milieux que prend le mieux le discours que Lula n'est pas préparé pour gouverner, qu'il n'a pas fait d'études supérieures, qu'il fait des fautes de concordance. Là joue l'importance que les gens

attribuent à l'éducation. Leur histoire de vie leur montre que sans éducation on n'a pas de futur. **Plus profondément, beaucoup pensent : moi qui ne sais rien, je suis incapable d'agir, d'améliorer ma vie. Comment quelqu'un d'autre, égal à moi, pourra-t-il le faire ? Ceci est renforcé en permanence par l'idéologie ambiante. On leur a appris à respecter le « docteur » (tout le monde qui a une instruction supérieure est appelé spontanément docteur, au moins à la campagne), celui qui sait, celui qui est riche, celui qui commande.** Vous voyez donc le long travail éducatif qui s'est fait et qui est encore à faire.

Le candidat des partis au pouvoir aux élections, José Serra, ancien exilé, qui se dit social-démocrate (le PSDB – Parti Social-démocrate Brésilien, qui a gouverné avec toute la droite), a joué à fond sur la corde classique, affirmant sans cesse qu'il était préparé, qu'il avait de l'expérience, si bien que le président Fernando Henrique Cardoso lui-même (du même parti que Serra) s'est cru obligé de dire que le niveau d'instruction n'était pas un facteur si important. La trajectoire du PT (et avec elle, les nombreux mouvements sociaux qui ont secoué le pays depuis plus de 20 ans) et le débat électoral apportent donc une contribution centrale à l'histoire du pays : c'est la montée de la « citoyenneté ». **Même si on souligne ci-dessus la soumission des plus pauvres, les choses changent. Les gens se découvrent citoyens, autonomes, avec des droits. Quant aux devoirs, ça, ils ne le savent que trop bien qu'ils en ont. Ce qui est dur, c'est de dissocier ces devoirs de l'idée et de la réalité de la soumission qui les enchaînait.** C'est émouvant d'entendre maintenant bien des gens simples, des travailleurs, dire que Lula saura changer les choses parce qu'il sait de quoi il parle, qu'il est l'un des leurs.

La dictature s'est terminée en 1985. Les parlementaires de droite et du centre, les représentants des vieilles oligarchies aussi bien que les convertis au néo-libéralisme se sont repentis d'avoir voté en 1988 la Constitution brésilienne, qu'on appelle la « Constitution citoyenne ». Depuis lors, le pouvoir central essaye par tous les moyens de la réformer, pour l'adapter aux exigences de l'Etat minimum et de la mondialisation de l'économie de marché. Elle introduisait la notion de participation de la société dans les destinées de la nation. De fait, on trouve partout, et à tous les niveaux (de la commune, des Etats et de la Fédération), des Conseils , de l'Enfance et de l'adolescence, de la femme, de l'environnement, du développement rural, de la ville, de l'éducation, de la santé, etc. La plupart du temps, ces conseils ne marchent pas parce que, évidemment, ça n'intéresse ni les exécutifs ni les législatifs. Le PT (au moins la plus grande partie du PT, car il y a des secteurs minoritaires qui sont très étatisants) a introduit une nouvelle manière de faire de la politique : démocratie participative. A Porto Alegre, ça fait déjà plus de 14 ans qu'a été mis en place le budget participatif. L'application du budget municipal est discutée et décidée par les habitants de la métropole. Ça serait trop long de vous expliquer ici les complexes mécanismes mis en place pour cela. Mais ça marche et le PT en est à son quatrième mandat municipal.

Alors, que-ce qui nous attend ? Certainement pas des lendemains qui chantent.

Vous avez sans doute suivi un peu le drame de l'Argentine, enfoncée dans une crise économique et sociale, qui la replonge violemment dans le sous-développement dont elle sortait. Le Brésil, bien qu'il connaisse plus de misère que l'Argentine, est beaucoup plus

solide économiquement, ne serait-ce que par son gigantisme. Mais nous nous équilibrons sur la corde raide. Ce n'est pas le moment de faire une analyse de la situation économique du pays. Voici seulement quelques questions :

Le Brésil est endetté. Sa dette représente plus de 60 % du PIB. Pour rembourser, il faut des dollars et ces dollars coûtent très cher. Le FMI vient de nous prêter 20 milliards de dollars. Le montant n'a pas intérêts. Si on rembourse le principal, on tue la poule aux oeufs d'or. Mais si on ne rembourse pas les intérêts, on peut en arriver très vite à la situation de l'Argentine.

Pour avoir des dollars qui soient à nous, il faut exporter plus qu'on importe. Ce n'est pas évident quand la production ne va pas bien et qu'on exporte des produits qui n'ont pas de grande valeur et souffrent des restrictions, en particulier les produits agricoles, de l'Europe et des USA. De plus, pour contrôler l'inflation, on maintient les intérêts bancaires dans la stratosphère : 21 %. Pour le consommateur final qui veut acheter à crédit sa télévision, ça fait plus de 4 % par mois. Donc, on est presque en récession.

Pour nous accorder son prêt, le FMI a mis ses conditions : remboursement le jour prévu des intérêts de toutes les dette faites ; continuation de la privatisation des services publics ; superavit primaire (exportations moins importations, sans prendre en compte le remboursement de la dette extérieure) correspondant à 3,75% du PIB, etc. Le gouvernement a exercé une forte pression sur Lula et le PT, avant même l'élection, pour qu'ils confirment que Lula respectera ces accords. Il a dit oui, car de fait ce serait le chaos financier et, par ricochet, économique et social, s'il dénonçait ces accords, car le pays est maintenant très internationalisé beaucoup d'importance car une dette n'est pas faite pour être remboursée. Les pays riches et les rentiers et spéculateurs de tous les pays vivent des

L'actuel gouvernement et ses économistes disent que la dette est parfaitement administrable. C'est vrai, mais ils ne disent pas que le coût est énorme : incapacité du gouvernement d'investir. Ça, ça plaît au G7 et au FMI, car ça veut dire qu'on laisse la place à l'initiative privée. Mais bien sûr, l'initiative privée ne s'intéresse pas à fournir de l'électricité aux gens qui vivent au fond de la campagne ni aux familles qui vivent avec 20 dollars par mois ; ni d'ouvrir des routes pour les petits paysans ; ni de construire des voies ferrées pour que les gens des banlieues dépensent moins de 5 ou 6 heures dans leurs déplacements. En plus, on coupe les programmes sociaux, si importants dans le court terme pour réduire la faim ou pour permettre aux enfants de ceux et celles qui gagnent moins de 15 dollars par mois d'aller à l'école. On sacrifie l'école publique et l'université ; la santé, l'environnement. **Jamais un président de la république n'aura eu si peu de moyens pour gouverner le pays que Lula en 2003.** Un gouvernement issu des luttes syndicales n'aura sans doute même pas l'argent nécessaire pour augmenter le salaire minimum au-delà de ce qu'a prévu l'actuel gouvernement, soit passer de 200 à 211 Reais par mois. Vous avez bien lu. L'augmentation prévue est de moins de 4 euros par mois pour une inflation annuelle au consommateur de plus de 6%, selon les chiffres officiels, qui sous-estiment certaines dépenses. Et évidemment, les vautours – une bonne partie de la classe dominante – seront là pour dire que le PT est incapable de gouverner.

On peut quand même s'attendre à un grand changement de posture et de mentalité. Depuis huit ans, on ne vit et on ne respire que sous la dictature des économistes et du marché financier. La bourse baisse ; le dollar monte ; l'inflation se maintient sous contrôle ; l'inflation augmente (bien sûr, si le dollar augmente et que bien des prix sont indexés sur le dollar et que ceux qui ont quelque chose à vendre veulent en profiter) ; les taux d'intérêts diminuent ou augmentent ; le risque Brésil est très haut (la note des banquiers internationaux est toujours mauvaise) ; le FMI est content de nous ; le FMI n'est pas content... **Ce qui va changer**, même si le Brésil n'a pas les moyens de modifier les règles du jeu mondial, **c'est l'accent donné à nos problèmes.** On parlera un peu moins du capital financier et un peu plus du capital productif, un peu moins de chiffres et un peu plus des gens. Ce n'est pas une révolution, mais c'est énorme.

Beaucoup de ceux qui ont voté Lula ne partagent pas les idées du PT. Lula est maintenant plus grand que son parti. Mais les gens veulent que ça change. Après huit ans de pouvoir, le Président Fernando Henrique Cardoso s'est usé. Il a choisi de faire rentrer le Brésil dans la mondialisation promue par les pays du Nord du monde. Mais ce modèle économique que nous partageons avec vous a des conséquences terribles. Il se montre incapable de résoudre les grands problèmes des pays dits sous-développés, en partie d'ailleurs parce que ce développement qu'il nous promet est une illusion inaccessible. Qui plus est, il nous crée de nouveaux problèmes.

Le chômage, qui atteint autour de 20 % de la population, est la principale préoccupation. Il a conduit plus de 50 % de la population active dans l'économie informelle, ce qui nous prépare un tragique futur : pas de rentrées d'impôts, pas de cotisations à la sécurité sociale et pour la retraite. La seconde est la violence urbaine. Mais il y a aussi la faim, plus silencieuse, plus urbaine que rurale, aujourd'hui. Cinquante millions de personnes vivent au-dessous du seuil de la grande pauvreté. Les choses sont liées. Les jeunes des favellas et des banlieues, sans perspective de futur, sont facilement attirés par le trafic de la drogue.

Le chômage est le résultat de deux phénomènes : le fait que le Brésil ait encore un pied dans le XIXe siècle et l'autre, dans la modernité. D'un côté, le déficit historique d'éducation paralyse le dynamisme de la société et bien des possibilités de développement et de création d'emplois ; de l'autre, la production hautement mécanisée et informatisée, aussi bien dans le rural (dominé par les grandes fermes) que dans l'industrie et les services ainsi que l'internationalisation de l'économie suppriment des dizaines de milliers d'emplois. Alors que la « Réforme Agraire » attribue des terres à quelques dizaines de milliers de paysans sans terre, des millions de petits paysans sans perspective de futur ont quitté la terre ces dernières années. Et l'hémorragie continue. Avec 5 milliards de dollars pour les investissements, qu'est-ce que Lula va pouvoir faire ? Bien sûr, il y a des capitaux étrangers (et les capitaux brésiliens réfugiés à l'extérieur) qui veulent investir dans la production au Brésil, mais trop d'entre eux voient notre pays comme une mine d'or à exploiter sans réserve. Et tous ont peur de l'instabilité économique, provoquée de manière paradoxale par la spéculation qu'eux-mêmes font.

La violence. Elle est si grande qu'elle contribue nettement à diminuer l'espérance de vie des hommes et des femmes. Ce sont surtout les jeunes de milieu

populaire qui meurent mais la loterie n'épargne personne. C'est en principe le problème des Etats, qui ont leurs polices. Mais comme elle est très liée au trafic de drogues et d'armement, qui sont de la responsabilité de la Police Fédérale et , dans une certaine mesure, des forces armées (à cause des frontières), le gouvernement central ne peut pas s'omettre. Au contraire, la société attend de lui qu'il entreprenne une action énergique, qui combine répression et politiques sociales. La quadrature du cercle !

Quant à la faim, elle s'inscrit dans le cadre d'une extrême inégalité. Il n'y a que trois pays africains qui soient plus inégaux que le Brésil. Deux problèmes pour l'éliminer : d'un côté, la résistance des riches à voir diminuer leur train de vie et leur patrimoine, à laquelle s'ajoute l'exigence que le marché financier fait au Brésil que soient assurés avant tout ses profits ; de l'autre, un mauvais fonctionnement des mécanismes qui gèrent les fonds publics, ce qui fait que l'argent arrive difficilement aux plus pauvres (on devrait parler, du point de vue de ceux qui en profitent, de bon fonctionnement). Lula veut faire de ce problème sa priorité numéro 1 pour la première année de son mandat et mobiliser pour y répondre Eglises , ONG, patronat. Ça pourra marcher.

La vague de fond qui a conduit Lula à la présidence était puissante, mais il ne faut pas se faire d'illusions. Le PT est fort et sait ce qu'il veut mais la grande majorité des électeurs n'est pas pétiste. C'est le changement qu'on voulait. L'histoire politique du pays montre que les gens se fatiguent vite d'un pouvoir qui ne répond pas à leurs aspirations. Lula, sagement, veut construire un grand cercle d'alliances : de la gauche au centre. Mais ce ne sera pas facile. Lui et le PT seront critiqués par la droite qui perdra une partie de son pouvoir et des bénéfices qu'elle retirait de ce pouvoir ; par des secteurs de la gauche qui vont lui reprocher d'aller trop lentement et de céder au chant de la sirène néo-libérale ; par les politiciens populistes qui pensent déjà que ce sera leur tour, aux élections de 2006.

Dans les derniers discours de Lula, deux phrases nous ont particulièrement impressionnés. L'une reprenait une citation qui lui avait été envoyée par un électeur : "***Il faut commencer par faire le nécessaire, ensuite le possible, enfin l'impossible***". Et il terminait son premier discours comme président élu en disant : "***Vous pouvez être assurés que je vais faire tout ce qui est possible pour réaliser mes promesses de campagne. Fidélité, toujours, trahison, jamais***". **Et ça, on y croit.**

